

EDITORIAL

POLITIQUE CULTURELLE

Une façon de savoir-vivre

Luc Caregari

La semaine dernière, le ministère de la culture a demandé à ses partenaires conventionnés de réfléchir in extremis à des économies sur leur budget courant. Drôle de manière de traduire les exigences gouvernementales.

Toutes les institutions - de la Philharmonie jusqu'au Bicherbus en passant par les associations conventionnées - étaient concernées par la demande ministérielle de bien vouloir donner au ministère de la culture quelques pistes pour faire des économies sur leur budget en cours. Ce qui en somme n'est pas inhabituel, ni indécent. Le problème, c'est la façon dont le ministère s'y est pris: les concernés n'avaient que 48 heures pour lui renvoyer leurs idées.

Ok, c'est le double du temps dont dispose Jack Bauer, dans la série « 24 heures chrono », pour sauver le monde, mais on a tout de même du mal à voir la sérieux dans tout cela. On peut plutôt entrevoir à travers ce geste un ministère en panique. Et chaotique. Ce n'est pas seulement la gestion de ses projets de prestige qui semble poser problème à Oc-

tavie Modert (voir woxx 1043), mais la gestion du portefeuille ministériel de la culture tout court. Ce qui produit cette impression de monde à l'envers.

Car normalement, ce serait plutôt au ministère lui-même de donner des pistes de réflexion à ses partenaires pour dépenser moins, tout en gardant le même niveau dans les prestations culturelles. Et ce serait aussi au ministère de commencer par lui-même en se posant des questions sur son fonctionnement interne et peut-être de faire des économies sur certains postes. Comme par exemple les fameux professeurs-attitrés du ministère, ces hauts fonctionnaires au salaire plutôt élevé qui dirigent les affaires du ministère - mais cela plutôt en mal. Comment expliquer autrement les fiascos répétés autour du musée de

la forteresse ou encore de la construction du Mudam, et bien d'autres projets encore ? Peut-être serait-il temps de déterminer aussi les responsables à l'intérieur de la hiérarchie du ministère et - si déjà on ne peut pas les licencier - d'au moins ne pas remplacer leurs postes, tout en cherchant des solutions alternatives, plus flexibles et plus professionnelles dans leur exécution ? Si le ministère de l'économie et celui du travail vantent les bienfaits de l'outsourcing et de la fameuse flexibilité, pourquoi ne pas commencer dans les ministères même, pour donner le bon exemple ?

Une autre idée serait de revoir les institutions conventionnées ou subventionnées et d'en faire le tri. C'est



à-dire éloigner celles qui sont aussi conventionnées avec ou subventionnées par d'autres ministères, comme toutes les associations qui ont un rapport avec le culte catholique, ou celles qui font dans le domaine socio-éducatif. Car la liste des partenaires conventionnés est hétérogène et laisse beaucoup d'espace à interprétation.

En tout cas, le geste révélateur du ministère de la culture est plus qu'impoli : il démontre que les structures du ministère sont enroutées et qu'on cherche les fautes partout, mais pas chez soi. Alors que tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut faire des économies - mais ce n'est pas du quoi qu'il s'agit, mais bien du comment s'y prendre.

NEWS

NEWS

Bière de Diekirch: Pas en l'état **p. 3**

H1N1: Die gefälschte Pandemie? **S. 4**

Medienkompetenz: Die Twitter Generation **S. 4**

Nachhaltigkeit: Landesplanung **S. 5**

REGARDS

Rentendebatte: Dreimal acht **S. 6**

Inégalités des salaires:

Sous la moyenne de l'humanité **p. 8**

Art contemporain: Chaque jour dans le meilleur des mondes **p. 10**

Sri Lanka: Umstellt im Hotel **S. 12**

(Coverfoto: U.S. National Archives)